

« SAS Centrales Villageoises des Vallons du Lyonnais - CEVIVAL »

Société par Actions Simplifiée à capital variable

Au Capital minimum de 10 000 euros capital de 12 250 euros à la création

Siège social : 1 place Saint Laurent 69670 VAUGNERAY

RCS de Lyon : 828 391 904

SIRET 828 391 904 00020

NAF 3511Z

Catégorie juridique 5710

Site : <https://cevival.centralesvillageoises.fr>

STATUTS

Mise à jour 03/06/2023

indice	date	modifications
	28/2/2017	Création statuts 17/3/2017 Immatriculation de la société
A	9/12/2020	Art 5 siège social à Vaugneray
B	26/06/2022	Art 5 et 17 siège social ; Art 9 11-2 et 13 souscriptions, transferts ou ventes par système informatisé. Décision AGO non passée au greffe
C	3/6/2023 AGE	Compléments au préambule (économies d'énergie, public fragile) Terme « associés » remplacé par « actionnaires » Art 3 investir dans d'autres projets Art 5 siège Art 9 11-2 13 pour système informatisé Art 4 8 32 Type d'assemblée Art 10 Droit à l'image de la société Art 11-2 date et lieu de naissance, état marital RNA Art 17 rémunération Art 19 conflit d'intérêt et quorum Conseil de Gestion Art 22 maxi 5 pouvoirs Art 22 23 29 Préciser majorité des membres présents et représentés et % Ajouter l'autoconsommation collective : art 3, 12, 12 bis, 15, 15 bis, 17 bis 19 et 19 bis Art 25 abstention des non représentés Art 34 à 37 supprimés plus lieu d'être car concerne la création de la société

Préambule

La SAS Centrales Villageoises des Vallons du Lyonnais - CEVIVAL s'inscrit dans le programme de développement des Centrales Villageoises originellement initié en Rhône-Alpes avec le soutien de l'Europe et de la Région, soutenu par la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux et RhôneAlpÉnergie-Environnement. Les présents statuts s'appuient sur des valeurs partagées par toutes les SAS portant des projets de centrales villageoises.

Les centrales villageoises s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergies et particulièrement de celles basées sur les énergies fossiles productrices de gaz à effet de serre. Elles concourent à un développement massif des énergies renouvelables qui s'inscrivent dans une démarche territoriale et respecte ses valeurs.

Elle s'engage notamment à :

- œuvrer au maximum avec les élus pour une concertation et une co-construction des projets avec les habitants et acteurs du territoire ;
- respecter les patrimoines paysager, urbanistique, architectural, social qui constituent les fondements du territoire et contribuer à une perception positive de son évolution par les habitants et usagers du territoire ;
- promouvoir les économies d'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment définies par les programmes portés par les acteurs du territoire
- rechercher en priorité à conforter le développement local et concourir à la création de richesse pour ses habitants et entreprises
- accorder une attention particulière aux publics fragiles et œuvrer avec les instances engagées dans cette voie
- contribuer à travers ses actions au renforcement des liens sociaux sur le territoire et à la mise en valeur de ses qualités ;
- concourir à l'objectif du Syndicat de l'Ouest Lyonnais (SOL) et de la Communauté de Communes des Vallons du Lyonnais (CCVL) de devenir un territoire à énergie positive (TEPOS)

Ceci exposé, les soussignés ont établi les statuts de la Société par Actions Simplifiée à capital variable qu'ils ont convenu de constituer.

TITRE I CONSTITUTION - DÉNOMINATION - OBJET - DURÉE - SIÈGE

Article 1^{er} – Forme

Il est formé entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une **Société par Actions Simplifiée à capital variable**, régie notamment par :

- le livre II du Code de Commerce et plus particulièrement les articles L231-1 et suivants relatifs aux sociétés à capital variable et les articles L.227-1 à L227-20 relatifs aux sociétés par actions simplifiée.
- et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La dénomination sociale de la Société est : « **SAS Centrales Villageoises des Vallons du Lyonnais – CEVIVAL** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « SAS à capital variable » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet social

La Société a pour objet :

- l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite ;
- le développement et la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergies et de la sobriété ;
- toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

La Société « Centrales Villageoises des Vallons du Lyonnais » ne peut réaliser d'investissements immobiliers que sur le territoire constitué par les communes de Brindas, Grézieu-la-Varenne, Messimy, Pollionnay, Sainte-Consoce, Thurins, Vaugneray et Yzeron et leurs communes limitrophes.

A titre exceptionnel, la société pourra investir dans d'autres projets, sous réserve que ceux-ci soient situés sur un territoire limitrophe ou jouxtant ce territoire limitrophe, et qu'ils nécessitent des ressources supérieures à celles dont dispose l'organisation portant les projets.

En particulier, dans le cadre d'opérations d'autoconsommation collective, la société peut constituer la personne morale organisatrice telle que définie à l'article L315-2 du code de l'énergie, ou tout article qui s'y substituerait.

Dans ce cadre, elle peut conclure et exécuter tous contrats et conventions avec tous les partenaires et consommateurs concernés par l'opération.

La société est autorisée à mandater un tiers pour exécuter tout ou partie des actions énumérées ci-dessus en son nom et pour son compte.

Article 4 – Durée

La durée de la Société est de 99 (quatre-vingt-dix-neuf) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires en Assemblée générale extraordinaire (AGE) statuant à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Article 5 – Siège social

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 1 place Saint Laurent 69672 VAUGNERAY.

Il peut être transféré en tout endroit, dans la limite du périmètre du territoire de la société défini par l'art 3, par décision du Conseil de Gestion

TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Apports

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de douze-mille-deux-cent-cinquante euros (12 250 €) correspondant à deux-cent-quarante-cinq (245) actions de numéraire, d'une valeur nominale de cinquante euros (50,00 €) chacune, souscrites et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 24 février 2017 par le Crédit Mutuel, agence de Craponne 117 Av. Pierre Dumont 69290 Craponne, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Article 7 – Capital social initial

Le capital social initial est fixé à la somme de douze-mille-deux-cent-cinquante euros (12 250 €) correspondant à deux-cent-quarante-cinq (245) actions de cinquante euros (50,00 €) de valeur nominale chacune.

Article 8 – Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu

En application des dispositions des articles L.231 à L.231-8 du Code de Commerce, et de l'art 294-1 du code de l'énergie (ou de tout article qui s'y substituerait) le capital social est susceptible d'augmentation au moyen de l'admission de nouveaux actionnaires ou de la souscription d'actions nouvelles par les actionnaires et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les actionnaires.

Sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à un million d'euros (1 000 000,00 €).

De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les actionnaires dans la limite du capital minimum statutaire fixé à dix-mille euros (10 000,00 €).

Le capital social statutaire maximum et le capital social statutaire minimum pourront être modifiés par décision collective des actionnaires statuant en Assemblée générale extraordinaire (AGE) à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents et représentés.

Dans les limites de la variabilité du capital fixées ci-dessus, le Président / la Présidente a tous pouvoirs pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant des actionnaires et effectuer les inscriptions modificatives dans les comptes de la Société.

Lorsque les souscriptions proviennent de nouveaux souscripteurs, autres que les actionnaires, il est fait application de la clause d'admission prévue à l'article 12 des statuts.

Les trois premières années suivant l'immatriculation de la Société, les actions nouvelles seront souscrites à leur valeur nominale.

A compter de la quatrième année, chaque année l'Assemblée Générale annuelle décidera pour les cessions ultérieures, s'il y a lieu d'émettre les actions nouvelles avec une prime d'émission. Le cas

échéant, l'Assemblée Générale décidera le montant de cette prime d'émission. Dans tous les cas, les actions nouvelles devront être intégralement libérées.

Sauf dérogation accordée par décision collective à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés, à l'issue du second exercice social suivant la constitution de la Société, chaque actionnaire ne peut détenir en pleine propriété, plus de 10 % du capital social.

En application des dispositions qui précèdent, l'actionnaire qui détiendrait un pourcentage d'actions supérieur à 10 %, quelle que soit l'origine de ce dépassement (souscription d'actions, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social), est tenu de céder ses actions dans le délai de six mois suivant la tenue de l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

L'actionnaire cède les actions en surplus soit à un ou plusieurs actionnaires, soit à un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue à l'article 11.2, soit à la Société.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

Article 9 – Forme des actions - Souscriptions

Les actions sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la Société. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

Les nouvelles actions seront souscrites

- soit au moyen d'un bulletin de souscription, établi en en deux exemplaires originaux, à conserver par chacune des Parties
- soit au moyen d'un système de souscription informatique automatisé mis en place par la société, envoyant un courriel récapitulatif des informations transmises par le souscripteur à chacune des Parties.”

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom des titulaires sur le registre des mouvements et les comptes d'actionnaires tenus par la Société à cet effet avec ou sans l'aide d'un système informatisé

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir la communication de documents sociaux.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix quel que soit le nombre d'actions détenues.

La propriété d'actions ne donne pas droit à l'utilisation de l'image de la société pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord formel du Conseil de Gestion.

Article 11 – Cession d'actions

11.1 Clause d'inaliénabilité

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil de Gestion.

11.2 Clause de préemption et d'agrément

Toute cession d'actions à un tiers non-actionnaire doit être prioritairement proposée aux autres actionnaires de la Société. Les actionnaires disposent d'un délai de deux mois pour exercer ce droit à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au/à la/ Président/e de la Société directement ou au moyen d'un système de souscription informatique automatisé mis en place par la société.

La notification adressée au/à la Président/e comprend les éléments suivants :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse date et lieu de naissance, état marital et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro RCS ou RNA, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

Cette demande d'agrément est transmise par le/la président/e aux actionnaires, avec les moyens de son choix, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du cédant.

A l'issue du délai de deux mois suivant la notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un des actionnaires, le cédant peut vendre à tout acquéreur de son choix, dans la limite de l'agrément du Conseil de Gestion prévu ci-après.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions prévues ci-après.

Le cessionnaire pressenti doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 12 relatives à l'admission d'un nouvel actionnaire.

Le Conseil de Gestion se prononce sur l'agrément dans un délai de deux mois à compter de l'extinction du délai de préemption prévu ci-dessus.

Il statue à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Si, à l'expiration du délai de deux mois prévus précédemment, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

S'il n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que celui-ci n'a pas retiré son offre dans le délai de huit jours, le Conseil de Gestion est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue, soit par la Société. Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder, soit d'annuler lesdites actions. Ces facultés peuvent être combinées.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification ou, à défaut d'accord, fixé à dire d'experts dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE III ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT

Article 12 – Admission d'un nouvel actionnaire

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir actionnaire à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- être majeure ;
- être mineure émancipée ;
- être mineure non émancipée représentée par son tuteur ou administrateur légal ;
- à compter du 3^{ème} exercice social, souscrire un nombre d'actions représentant moins de 10 % du capital social.

Sauf lorsque l'admission fait déjà l'objet de la clause d'agrément prévue à l'article 11.2, toute personne sollicitant son admission doit présenter sa demande au/à la Président/e de la Société lequell/laquelle la transmet au Conseil de Gestion qui accepte ou refuse l'admission.

La notification adressée au/à la Président/e comprend les éléments suivants :

. le nombre d'actions concernées ;

. les informations suivantes : nom, prénoms, adresse , nationalité et état marital.

ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S. ou RNA, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux.

Le Conseil de Gestion statue sur l'admission d'un nouvel actionnaire à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Les héritiers d'un actionnaire décédé ou leur tuteur peuvent solliciter leur admission dans les mêmes conditions.

La liste actualisée des actionnaires est consultable par les actionnaires à chaque Assemblée Générale annuelle.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'admission d'un nouveau membre, à compter du 3^{ème} exercice, pour un montant de capital supérieur à 10 % du capital social, pourra être acceptée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés

Dans le cas où une personne physique ou morale souhaiterait devenir actionnaire au motif qu'elle souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective, le Conseil de gestion devra recueillir la décision du Comité consultatif sur la question (art.17 bis) avant d'accepter ou non le candidat.

La décision d'accepter ou non un candidat revêt un caractère purement discrétionnaire, les décisions du Conseil de gestion n'ont pas à être motivées.

Article 12 bis – Admission d'un participant à une opération d'autoconsommation collective

L'actionnaire qui souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective dont la présente société est la Personne Morale Organisatrice doit en effectuer la demande auprès du Conseil de gestion. Les demandes doivent être présentées par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique suivant les dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil. Elles

doivent intégrer le formulaire d'entrée dûment rempli, dans laquelle l'actionnaire s'engage à communiquer toutes les données de comptage nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et à respecter les clauses du contrat de vente d'électricité que lui propose la société

Lorsque cette demande est concomitante à une demande d'admission dans la société, le courrier et le formulaire sont joints à la notification décrite à l'article 12.

Article 13 – Retrait d'un/e Actionnaire

Sauf application des dispositions concernant le capital social statutaire minimum, tout actionnaire pourra se retirer de la Société à la date de clôture de chaque exercice social à compter de la cinquième (5^{ème}) année suivant l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction de se retirer pendant le délai de cinq ans pourra être levée par la majorité des deux-tiers du Conseil de Gestion.

Le retrait devra être notifié au/à la Président/e par courriel avec accusé de réception ou au moyen d'un système de souscription informatique automatisé mis en place par la société, ou, à défaut, lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant la clôture de l'exercice.

Il prendra effet à la clôture de cet exercice social.

Dans le cas où la demande de retrait d'un actionnaire devait être refusée du fait qu'elle aurait pour effet de ramener le capital en dessous du capital minimum statutaire tel que fixé à l'article 8 ci-dessus, le retrait, pour tout ou partie de ses actions, serait prioritairement proposé au dit actionnaire dès que le montant du capital social le permettrait. Au cas où cette situation se présenterait pour plusieurs demandes émanant de différents actionnaires, ces demandes seraient traitées dans l'ordre chronologique d'enregistrement.

Article 14 – Clause d'exclusion

Un actionnaire peut être exclu de la Société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- non-respect des statuts ;
- préjudice moral ou matériel causé à la Société ;
- défaut de règlement des sommes dues à la Société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse ;
- condamnation à une peine criminelle.

Procédure d'exclusion :

La décision d'exclusion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée.

L'actionnaire devra être convoqué à cette assemblée, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, résumant les griefs invoqués contre lui et l'invitant à présenter sa défense au cours de cette assemblée, soit par lui-même, soit par un autre associé.

Il doit s'écouler un délai minimum de trente (30) jours entre la date d'expédition de la convocation et le jour de la comparution.

La décision d'exclusion est prise par l'Assemblée Générale des actionnaires à la majorité des deux-tiers des voix après avis du Conseil de Gestion.

A défaut d'être présent ou représenté à l'Assemblée Générale, la décision est reportée à une seconde assemblée et l'associé est convoqué une nouvelle fois par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

A défaut d'être présent ou représenté à la deuxième Assemblée Générale, la décision est prise en son absence.

Si la décision d'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire.

La notification de la décision d'exclusion est faite par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Le rachat des actions de l'actionnaire exclu est fait dans le respect des clauses de préemption et d'agrément. A défaut de repreneur, la Société annule les actions.

Article 15 – Perte de la qualité d'actionnaire

La perte de la qualité d'actionnaire peut résulter des situations suivantes :

- la cession d'actions ;
- le décès de l'actionnaire ;
- le retrait de l'actionnaire ;
- l'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, après avis motivé du Conseil de Gestion, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts.

La perte de la qualité d'actionnaire au titre de l'article 15 vaut également sortie de l'opération d'autoconsommation collective dans laquelle l'actionnaire était impliqué.

Article 15 bis – Perte de la qualité de membre d'une opération d'autoconsommation collective

Tout actionnaire impliqué dans une opération d'autoconsommation collective peut décider d'en sortir selon les clauses précisées dans son contrat d'achat d'électricité, sans que cela modifie pour autant sa qualité d'actionnaire dans la présente société.

Article 16 – Droits et obligations de l'actionnaire sortant

L'actionnaire qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions.

Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan.

Inversement, elle est augmentée de sa quote-part dans les réserves excédant les pertes figurant au bilan sauf cas d'exclusion ou l'actionnaire perçoit au maximum le montant nominal des actions. Dans tous les cas, le montant des subventions d'investissement n'est pas pris en compte dans la méthode de valorisation des actions cédées.

Pour ce calcul, il est tenu compte, en cas de retrait, du bilan arrêté à la date d'effet du retrait et pour les autres cas, du dernier bilan arrêté avant l'exclusion, à moins que le Conseil de Gestion ne préfère établir une situation à la date de prise d'effet de l'exclusion.

Le remboursement des sommes dues à l'actionnaire, dans les conditions ci-dessus, ou à ses ayants droit, doit intervenir dans le délai fixé par le Conseil de gestion, de façon à ne pas porter préjudice au bon fonctionnement de la Société, sans que ce délai ne puisse excéder un an.

L'actionnaire quittant la Société est tenu de rembourser à celle-ci toutes sommes pouvant lui être dues, ainsi que, le cas échéant, le montant de sa quote-part dans les pertes calculées comme il est dit ci-dessus.

Ce remboursement doit être effectué immédiatement, le Conseil de gestion pouvant, toutefois, accorder des délais, s'il l'estime opportun.

TITRE IV ADMINISTRATION – CONTRÔLE

Article 17 – Présidence et vice-présidence

La Société est représentée, gérée et administrée par une personne en charge de la présidence, personne physique choisie parmi les actionnaires.

Le/la premier/-ère Président/e est nommé/e dans les statuts. En cours de vie sociale, il/elle est nommé/e ou renouvelé/e par le Conseil de Gestion en son sein.

Le Conseil de Gestion nomme, en outre, un/e/des Vice-Présidents/es chargés/es de convoquer le Conseil de Gestion et de procéder aux consultations collectives des actionnaires en cas d'empêchement du/de la Président/e. En l'absence ou en cas d'empêchement du/de la Président/e, le/la/les Vice-présidents/es président les Conseils de Gestion et les assemblées d'actionnaires.

Le/la/les premiers/-ères Vice-Présidents/es sont nommés/es dans les statuts.

Le cas échéant le Conseil de Gestion fixe la rémunération de la Présidence et de la vice-présidence. La durée des fonctions de Président/e et de Vice-Président/e est de 2 (deux) ans renouvelable 2 (deux) fois.

La révocation du/de la Président/e et du/des Vice-Présidents/es peut être prononcée à tout moment par le Conseil de Gestion.

Pouvoirs du/de la Président/e

Le/la Président/e représente la Société à l'égard des tiers, conformément à l'article L 227-6 du Code de Commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des actionnaires par les présents statuts ou la loi et sous réserve des pouvoirs attribués statutairement au Conseil de Gestion, le/la Président/e est investi/e des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Lorsqu'il n'est pas nommé de commissaires aux comptes, le/la Président/e établit un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce qu'il présente aux actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes de la personne chargée de la Présidence qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du/de la Président/e sont inopposables aux tiers.

Le/la Président/e doit recueillir l'accord préalable du Conseil de Gestion pour les décisions suivantes :

- admettre un nouvel actionnaire ;
- acquérir ou céder tout élément d'actif d'un montant supérieur par opération à 2 000 € (deux mille euros) ;

- prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit ;
- conclure toute convention d'occupation ;
- conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires ;
- créer ou supprimer toute branche d'activité ;
- créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire.
- déplacer le siège social (*voir art 5*)

Article 18 – Délégation de pouvoirs

Le/la Président/e pourra se substituer partiellement dans ses pouvoirs à autant de mandataires qu'il avisera. Ces pouvoirs devront être formalisés par écrit et limités dans le temps.

En cas d'empêchement temporaire du/ de la Président/e pour une durée n'excédant pas six mois, le/la Vice-Président/e exerce les fonctions de Président/e par intérim.

En cas d'empêchement d'une durée supérieure ou de décès du/de la Président/e, le Conseil de Gestion pourvoit au remplacement du/de la Président/e dans les conditions prévues aux articles 17 et 19.

Article 19 – Conseil de Gestion

Le Conseil de Gestion est composé de six à douze membres choisis parmi les actionnaires.

Par dérogation, à la constitution de la Société, le Conseil de Gestion peut être composé de trois à douze membres.

Les actionnaires complètent le nombre de sièges du Conseil de Gestion afin qu'il atteigne le minimum de six en une ou plusieurs fois, lors de la première assemblée générale suivant l'immatriculation de la Société et, le cas échéant, des assemblées suivantes.

Les premiers membres du Conseil de Gestion sont désignés dans les statuts.

Par la suite, les membres du Conseil de Gestion sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions à la majorité des deux-tiers par décision collective des actionnaires présents ou représentés qui peuvent les révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement du membre manquant en cooptant un actionnaire, pour le temps du mandat restant à courir. Le choix du Conseil doit être soumis à la ratification de la plus prochaine décision de la collectivité des actionnaires. Par exception, lorsque le nombre de membres devient inférieure à 6, les membres du Conseil restants doivent réunir immédiatement la collectivité des actionnaires en vue de compléter l'effectif du Conseil.

En l'absence de la personne en charge de la Présidence ou en cas d'empêchement de cette personne, le Conseil de gestion est présidé par une des personnes élues à la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement de cette personne, les membres du conseil de gestion désignent une personne pour présider la séance.

Le mandat des membres du Conseil de Gestion hormis celui du/de la Président/e est de 3 (trois) ans renouvelable 2 (deux) fois par tiers. Les membres du Conseil de Gestion sortants des deux premières années seront désignés par tirage au sort.

Le Conseil de Gestion détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des actionnaires, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Il valide les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ainsi que la proposition d'affectation des résultats.

Il convoque l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'assemblée générale.

Par suite de l'assemblée générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des éventuels dividendes.

Il est, en outre, compétent pour les pouvoirs spécifiques qui lui sont attribués par les statuts, notamment le/la Président/e devra recueillir l'accord préalable du Conseil de Gestion pour les décisions figurant à l'article 17.

Le Conseil de Gestion met en œuvre la procédure d'agrément.

Tout membre du Conseil de Gestion qui disposerait par ailleurs d'une fonction d'élu/e au sein d'une collectivité s'engage à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de son mandat électif. De la même manière, tout membre du conseil de gestion qui exercerait par ailleurs une activité commerciale en lien avec l'objet social de la société s'engage à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de ses fonctions.

Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associé ainsi que du lieu de siège social et de la levée d'interdiction d'aliéner.

Il décide des modalités de mise en œuvre des opérations d'autoconsommation collective en s'appuyant sur l'avis des comités consultatifs concernés (art. 19 bis). Il autorise l'entrée des participants dans une opération, discute et conclut les conventions avec le gestionnaire de réseau, définit les prix de vente de l'énergie produite lorsque la société est productrice dans une opération d'autoconsommation collective, et convient des règles de communication entre les membres d'une même opération.

Le Conseil de Gestion se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois tous les six mois.

Le Conseil de Gestion est convoqué par son/sa Président/e, ou, en cas d'empêchement du/de la Président/e, par le/la Vice-Président/e ou à défaut un autre membre du conseil de gestion, par tout moyen écrit (lettre, courriel, télécopie) cinq jours à l'avance. En cas d'urgence, le Conseil de Gestion peut être réuni sans délai. La convocation précise l'ordre du jour.

Sauf majorité statutaire spécifique prévue pour certaines décisions, le Conseil de Gestion statue à la majorité des voix des membres présents ou représentés, en cas de partage la voix du/de la Président/e compte double.

Chaque membre peut se faire représenter à la séance d'un Conseil de Gestion dans le cadre d'un mandat écrit donné à un autre membre ou à défaut au/à la Président/e. Le nombre de mandats par personne est limité à 1 (un).

Un quorum de 50 % des membres du Conseil de gestion présents ou représentés est imposé pour la prise de décision au sein du Conseil de gestion. Le quorum doit être atteint pour que la décision soit valide.

Les décisions et avis du Conseil de Gestion sont constatés dans des procès-verbaux signés par le/la président/e de séance et au moins un autre membre du Conseil de Gestion et conservés dans un registre spécial.

Dans les rapports avec les tiers, la Société n'est engagée que par le/la Président/e qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil de Gestion.

Article 19 bis – Comité consultatif pour les opérations d'autoconsommation collective

Pour chaque opération d'autoconsommation collective dans laquelle la société Centrales Villageoises porte la responsabilité de Personne Morale Organisatrice, il est constitué un comité consultatif composé de représentants des producteurs et consommateurs impliqués dans l'opération concernée. Le comité consultatif est composé des membres de l'opération d'autoconsommation collective qui ont exprimé leur intérêt pour participer à ce comité dans le formulaire d'entrée

- Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur l'admission des actionnaires qui sollicitent une participation dans l'opération d'autoconsommation collective concernée
- Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur la perte de qualité d'actionnaire lorsqu'elle concerne l'exclusion d'un membre d'une opération d'autoconsommation collective pour manquement aux dispositions des présents statuts ou pour tout autre motif portant préjudice aux intérêts moraux et matériels de la société.
- Formule une proposition de clé de répartition entre consommateurs et producteurs de l'opération considérée, sur la base des éléments fournis par les études préalables et mises à disposition par le Conseil de gestion. Il peut également s'exprimer sur les prix de vente de l'électricité proposés.

Le comité consultatif se réunit sur sollicitation du Conseil de gestion, au moins une fois par an.

Les propositions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 20 – Commissaires aux comptes

A la constitution de la Société, il n'est pas nommé de commissaires aux comptes.

En cours de vie sociale, si la Société venait à remplir les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle venait à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du

chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la Société devra être effectué par un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant désignés par décision collective des actionnaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

Article 21 – Conventions entre la Société et ses dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du Code de Commerce, le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le/la Président/e de la Société présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son/sa Président/e, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le/la Président/e et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

TITRE V DÉCISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Article 22 – Droits de vote – Représentation – Conditions de majorité

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Pour la prise de décision collective, il est fait référence aux stipulations de l'article 10 des statuts.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut être représenté par son conjoint, son représentant légal ou par un autre actionnaire de la Société. Tout pouvoir doit être nominatif, signé et validé avant le démarrage de l'Assemblée Générale. Il peut aussi voter par correspondance.

Chaque actionnaire physiquement présent à une Assemblée générale ne peut détenir plus de 5 pouvoirs.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité ou une majorité particulière en application des dispositions légales ou des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Requièrent, notamment, une décision unanime des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de Commerce, l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément des cessions d'actions, à l'obligation pour un ou une actionnaire de céder ses actions et à la suspension de ses droits non pécuniaires.

Article 23 – Décisions obligatoirement prises par les actionnaires

Les décisions en matière d'augmentation ou de réduction de capital (en dehors de l'application de la clause de variabilité du capital social), d'amortissement, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes (le cas échéant), de comptes annuels et de bénéfices ainsi que l'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce sont, dans les conditions prévues par les statuts, exercées collectivement par les actionnaires : vote à la majorité simple des membres présents ou représentés sauf autre majorité stipulée dans autres articles (4 8 12 13 14 19 -22-32).

Relèvent, également, de la décision collective des actionnaires, les décisions suivantes :

- toute autre modification statutaire ;
- la nomination des membres du Conseil de gestion, leur révocation ;
- la prise de participation de la Société dans tout groupement ou société ;
- la poursuite de la Société ou sa dissolution en cas d'insuffisance des capitaux propres ;
- décider ou autoriser l'émission d'obligations et en fixer ses modalités ou déléguer au/à la Président/e ou au Conseil de Gestion les pouvoirs pour réaliser l'émission d'obligations et en arrêter les modalités ;

- le dépassement du seuil de détention du capital au-delà de 10 %, par un actionnaire ou toute personne souhaitant entrer au capital.
- Sur proposition du CG l'assemblée générale peut également décider d'une prime d'émission et de son montant

Article 24 – Modalités de consultation des actionnaires

Toutes les décisions collectives pourront être prises en assemblée ou à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo. Le choix de la forme de la décision collective appartient à la Présidence.

Toutefois, l'assemblée générale est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes sociaux.

La personne chargée de la Présidence est aussi tenu/e de convoquer l'assemblée générale lorsque l'ordre du jour comprend un point relatif à l'exclusion d'un ou une actionnaire ou lorsqu'il s'agit de statuer sur la poursuite ou la dissolution de la Société du fait de l'insuffisance des capitaux propres.

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le/la Président/e sauf lorsqu'il s'agit de l'assemblée générale annuelle où celle-ci est convoquée par le Conseil de Gestion.

Les convocations sont signées du/de la Président/e, ou en cas d'empêchement du/de la Président/e, par le/la Vice-Président/e.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes, s'il en est nommé un, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la Société, par lettre simple ou recommandée, ou par voie électronique avec accusé de réception (sauf, lorsqu'au moment de son admission, l'actionnaire aura souhaité être convoqué uniquement par courrier). La convocation est adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le/la Président/e ou, en son absence ou son empêchement par le/la Vice-Président/e. A défaut, l'assemblée désigne parmi les actionnaires présents son/sa président/e de séance.

À chaque assemblée, est tenue une feuille de présence : celle-ci, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par la Présidence.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux actionnaires qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'actionnaire. L'ordre du jour de l'assemblée (ou bien : de la consultation à distance), qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Article 25 – Procès-verbaux

Toute décision collective prise par les actionnaires est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par la personne chargée de la Présidence et un autre actionnaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme abstentionniste.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal mentionnant la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité et paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par la personne chargée de la Présidence.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

TITRE VI COMPTES SOCIAUX – RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Article 26 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour d'immatriculation de la Société et se clôturera le 31 décembre de l'année suivante.

Article 27 – Inventaire et comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. À la clôture de chaque exercice, le Conseil de Gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il présente les comptes annuels de l'exercice, il arrête les comptes annuels et soumet l'approbation des comptes de l'exercice aux actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du résultat de gestion, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil de Gestion établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

Article 28 – Approbation des comptes annuels et répartition des résultats

L'assemblée générale des actionnaires est appelée à statuer collectivement sur l'approbation des comptes de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture, le Conseil de Gestion arrête les comptes et établit un rapport de gestion qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'affectation des résultats est proposée par le Conseil de Gestion et décidée par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Après approbation des comptes annuels et constatation d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine, sur proposition du Conseil de Gestion, la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes.

Sur décision de l'Assemblée Générale le solde peut être versé en réserve ou affecté au financement d'autres projets correspondant à l'objet social-

Article 29 – Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes se fait dans les conditions arrêtées par le Conseil de Gestion lors de sa première réunion suivant l'Assemblée Générale. Ce paiement pourra être soit versé aux actionnaires soit inscrit en compte selon le souhait exprimé par l'actionnaire.

Article 30 – Utilisation des réserves

L'Assemblée générale décide de l'affectation des réserves (hors réserves légales de 5 %).

TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 31 – Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de Commerce, si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les actionnaires doivent décider en assemblée générale s'il y eu lieu ou non à dissolution anticipée de la Société.

Article 32 – Dissolution, liquidation, prorogation

Hors cas prévus par la loi, les actionnaires peuvent décider la dissolution volontaire anticipée par décision collective adoptée en assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires présents et représentés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

La décision de prorogation de la Société est prise par décision collective des actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire et prise à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires, un an au moins avant la date d'expiration de la Société.

Article 33 – Contestations

Toute contestation qui pourrait s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires ou anciens actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires ou anciens actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à l'arbitrage d'un organisme habilité ou au tribunal compétent du lieu d'immatriculation de la Société.

Chacune des parties désignera un arbitre, puis les arbitres désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. À défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et, en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel. Les honoraires des arbitres seront supportés à égalité par les parties.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Délégation de pouvoirs donnée à la Présidente pour signer les statuts ; ainsi qu'à Mme Nathalie SIMON

Vaugneray le

Présidente Colette DESBOIS

Mention « Bon pour acceptation de pouvoir »,

suivie des signatures

Mme Nathalie SIMON